

La République défigurée *

Jean-Pierre Dubois, président de la Ligue des droits de l'Homme, Henri Leclerc et Michel Tubiana, présidents d'honneur, reviennent sur les raisons de l'appel à la manifestation du 4 septembre contre la politique xénophobe et ultrasécuritaire du gouvernement.

Si toutes les grandes confédérations syndicales françaises, toutes les organisations de défense des droits de l'Homme et antiracistes, une grande partie du monde associatif et politique appellent à une manifestation le 4 septembre à Paris et dans plus d'une centaine de villes françaises, ce n'est pas parce qu'elles sont des « *bien-pensants* » alliés à « *une gauche milliardaire* ». Le simple emploi de cette terminologie outrepasse, en la forme et au fond, les limites du débat démocratique.

Lorsque nous avons découvert, au retour d'un improbable voyage entre nazis et soviétiques, les archives de la Ligue des droits de l'Homme de l'entre-deux-guerres, nous n'avons pas été surpris de constater qu'une grande partie de l'activité de la LDH était consacrée aux étrangers de toutes origines, à leur accueil, leur expulsion, leur naturalisation, leur dénaturalisation (déjà en projet...), etc. C'est l'histoire d'une France enrichie d'une multiplicité de destins, portée par des valeurs proclamées dès 1789, sans cesse écornées et sans cesse réaffirmées.

L'été 2010 aura été dévastateur pour des catégories entières de population : Roms raflés, Gens du voyage montrés du doigt, étrangers assimilés à la délinquance, mendians à expulser et futurs dénaturalisés d'origine variée, immigrés « *coûteux et non assimilés* », etc. Tout cela prétendument au nom d'une nécessaire sécurité publique dont le gouvernement s'est fait un chantre d'autant plus vindicatif qu'il échoue à la maintenir.

Cessons cette escroquerie intellectuelle qui présente ceux et celles que la politique du gouvernement actuel révulse comme des complices de l'insécurité. Ce n'est pas assurer la sécurité et la tranquillité publiques que de clouer au pilori ceux qui sont enlisés dans le désordre d'une vie sans avenir. La responsabilité individuelle et celle du désordre social qui produit cette déshérence ne sont nullement exclusives l'une de l'autre. Les créances inaliénables que chacun détient sur la collectivité s'accompagnent toujours de la nécessité du respect des lois.

Mais comment ne pas constater que l'accumulation de lois sécuritaires et les déclarations de « *guerre* », loin d'améliorer la sûreté, ont produit toujours plus d'insécurité et de violences ?

Pour détourner l'attention des scandales, des injustices et des conflits sociaux à venir, on livre à la vindicte publique des parties entières de la population, on fait des étrangers, et de ceux qui l'étaient, des immigrés, voire des musulmans, les boucs émissaires de nos peurs collectives. Le gouvernement ne cesse de créer ainsi les conditions de la peur : non seulement chez ceux que l'on traque, mais aussi chez ceux et celles qui, fragilisés par une crise multiforme, se sentent assiégés par des groupes ethniques ou sociaux désignés comme dangereux dont l'expulsion ou l'exclusion serait, contre toute vérité, la seule solution.

Peur contre peur. A quelques jours d'une autre grande manifestation, le président de la République espère visiblement en tirer profit, sans se soucier un instant des replis identitaires provoqués, des atteintes à la cohésion sociale et des risques qu'il fait prendre à la paix civile. C'est espérer que le vieux réflexe d'ordre balaiera tout alternative même si cela doit coûter à des hommes, des femmes et à leurs enfants leur dignité et leur liberté. Même si cela doit coûter à la France sa crédibilité internationale, même si, en dernier ressort, c'est le fonctionnement de la démocratie qui est en jeu.

Au-delà de la diversité d'opinions parmi les participants à ces manifestations, diversité que nous ne prétendons pas résumer ici, nous partageons tous les mêmes certitudes et les mêmes inquiétudes : aujourd'hui comme hier ou avant-hier, lorsque les termes du débat politique font des étrangers et de ceux que l'on y assimile les responsables de nos craintes, lorsque le prétexte de l'ordre public n'est plus que l'alibi d'un ordre injuste, c'est l'esprit et la lettre des principes qui fondent la République et la démocratie qui sont en péril.

Notre conscience nous interdit de nous taire et de laisser faire.

* Tribune publiée sur Mediapart le 3 septembre 2010

Jean-Pierre Dubois, président de la LDH
Henri Leclerc et Michel Tubiana,
présidents d'honneur de la LDH